

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

2019–2020

Plan ministériel

L'honorable Bardish Chagger,
leader du gouvernement à la Chambre des communes

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le leader du gouvernement à la
Chambre des communes, 2019
Plan ministériel 2019-2020
ISSN 2562-567X
Catalogue CP100-1E-PDF

Table des matières

Message du président	1
Message de la directrice générale.....	3
Aperçu des plans et contexte d'exploitation	5
Résultats prévus : ce que nous voulons accomplir cette année et par la suite	7
Responsabilités essentielles	7
Aider le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement à remplir son mandat	7
Description	7
Faits saillants de la planification	7
Services internes	9
Description	9
Faits saillants de la planification	10
Dépenses et ressources humaines.....	11
Dépenses prévues	11
Ressources humaines prévues.....	13
Budget des dépenses par crédit voté.....	13
Bilan sommaire des opérations (prospectif)	13
Renseignements complémentaires	15
Renseignements ministériels.....	15
Profil organisationnel.....	15
Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités	15
Cadre de présentation de rapports	15
Renseignements connexes sur le Répertoire des programmes.....	16
Tableaux de renseignements supplémentaires.....	16
Dépenses fiscales fédérales	16
Coordonnées de l'organisation.....	16
Annexe : définitions	17
Notes en fin d'ouvrage.....	21

Message du président

J'ai l'honneur de présider le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement et d'appuyer la présentation du plan ministériel 2019-2020 du Secrétariat.

Le Comité a pour mandat général de procéder à des examens approfondis des organismes et des ministères du domaine de la sécurité nationale et du renseignement du Canada. Les membres du Comité ont également accès à des renseignements hautement confidentiels, ce qui différencie le Comité des parlementaires sur la sécurité et le renseignement des autres comités parlementaires.

Au cours de sa première année, le Comité a produit un rapport spécial sur les allégations en matière de sécurité liées à la visite officielle du premier ministre en Inde et a présenté à ce dernier son premier rapport annuel, qui comprenait les conclusions et recommandations de deux examens de fond menés en 2018. Pour l'année à venir, le Comité est doté d'un programme chargé, dans le cadre duquel il mènera quatre études sur des questions de sécurité nationale et de renseignement.

Le Comité ne serait pas en mesure d'atteindre ses objectifs ambitieux sans le soutien du Secrétariat et de sa directrice générale. Le Secrétariat veille à ce que le Comité obtienne en temps opportun de renseignements classifiés de la part des organismes de sécurité et de renseignement du Canada, et lui fournit des analyses et des conseils d'experts. Grâce à une équipe comptant un effectif doté des compétences diverses en leadership, en organisation, en recherche et en analyse, le Secrétariat est en mesure d'appuyer efficacement le Comité, et je lui suis reconnaissant de ses efforts soutenus.

L'honorable David J. McGuinty, député, C.P.

Président

Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement



Message de la directrice générale

J'ai le plaisir de vous présenter le plan ministériel 2019-2020 du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.

Le Secrétariat aide le Comité parlementaire de la sécurité nationale et du renseignement à s'acquitter de son mandat d'examen des organismes canadiens de sécurité nationale et de renseignement.

Au cours de sa première année, le Secrétariat a mis en place les éléments concrets de son organisation. Il a recruté un effectif spécialisé, dont bon nombre de membres possèdent une vaste expérience au sein de la communauté de la sécurité et du renseignement du Canada, et a déménagé dans ses installations permanentes protégées.



Le Secrétariat a établi des relations de travail avec les membres du milieu de la sécurité et du renseignement, tout en conservant l'indépendance nécessaire pour remplir efficacement son mandat. Afin d'affiner davantage les connaissances du Comité et d'appuyer son intérêt à examiner l'interaction entre la sécurité nationale et les droits des Canadiens, en 2019-2020, le Secrétariat aidera le Comité à poursuivre son engagement avec les experts non gouvernementaux, les groupes de défense des droits civils et les universitaires canadiens et étrangers.

Le Secrétariat se réjouit à la perspective de soutenir le programme ambitieux du Comité pour 2019-2020.

Rennie Marcoux
Directrice générale

Aperçu des plans et contexte d'exploitation

Le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (CPSNR) a reçu le mandat général consistant à examiner le cadre législatif, réglementaire, stratégique, administratif et financier de la sécurité nationale et du renseignement. Il peut également se pencher sur toute activité réalisée par un ministère ou un organisme qui a trait à la sécurité nationale ou au renseignement, ainsi que sur toute question touchant la sécurité nationale ou le renseignement qui lui est soumise par un ministre de la Couronne. Le Comité est composé de huit députés et de trois sénateurs, qui ont tous obtenu la cote de sécurité de niveau très secret pour s'acquitter de leurs responsabilités.

Chaque année, le Comité doit transmettre au premier ministre un rapport des examens qu'il a réalisés au cours de l'année précédente. Il peut également produire des rapports spéciaux sur toute question touchant son mandat. C'est le premier ministre qui est chargé de déposer le rapport annuel devant les chambres du Parlement.

Le Comité a actuellement quatre examens prévus, qu'il a l'intention de réaliser en 2019-2020, y compris un examen spécial de la collecte, de l'utilisation, de la conservation et de la diffusion de renseignements sur les citoyens canadiens par le ministère de la Défense nationale et les Forces armées canadiennes dans le cadre des activités de renseignement de défense. Les trois autres examens du Comité constitueront son deuxième rapport annuel. Le Comité examinera la réponse du gouvernement du Canada aux activités d'ingérence et d'influence étrangères. Aux fins de son examen ministériel, le Comité analysera les activités de l'Agence des services frontaliers du Canada en matière de sécurité nationale et de renseignement. Enfin, le Comité entreprendra un examen pluriannuel de la diversité et de l'inclusion dans la communauté de la sécurité et du renseignement du Canada.

En plus d'appuyer les études du Comité, le Secrétariat organisera un certain nombre de séances d'information afin de continuer à mieux faire comprendre au Comité les diverses composantes et activités du milieu de la sécurité et du renseignement. Il continuera également de collaborer avec des organisations non gouvernementales, des universitaires et des acteurs du domaine des droits civils canadiens et internationaux.

La création du CPSNR était un engagement conjoint des lettres de mandat de la Leader du gouvernement à la Chambre des communes et du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, qui a été pleinement réalisé avec le dépôt et l'adoption de la Loi sur le CPSNR.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les plans, priorités et résultats attendus du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement, veuillez consulter la section « Résultats prévus » du présent rapport.

Résultats prévus : ce que nous souhaitons accomplir cette année et ultérieurement

Responsabilités essentielles

Aider le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement à remplir son mandat

Description

La responsabilité fondamentale du Secrétariat englobe une variété d'activités pour veiller à ce que le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement ait facilement accès à l'information pertinente ainsi qu'à des conseils stratégiques et d'experts pour mener des examens et produire des rapports ainsi que pour voir à la satisfaction des exigences en matière de sécurité.

Faits saillants de la planification

Comme résultat global, le Secrétariat contribuera directement à améliorer l'examen parlementaire concernant les activités de sécurité nationale et de renseignement. Pour atteindre ce résultat, le Secrétariat concentrera ses efforts en 2019-2020 sur les activités qui aident le Comité à remplir son mandat. Ces activités comprennent les suivantes :

- donner des conseils stratégiques au Comité et mener des recherches et des analyses à l'appui des trois examens et du rapport spécial prévus par le Comité;
- continuer de bâtir son expertise en ce qui a trait à la réalisation d'examens et à la préparation des rapports ultérieurs;
- favoriser une plus grande collaboration du Comité avec les universitaires canadiens et étrangers;
- poursuivre la collaboration avec les membres du milieu de la sécurité nationale et du renseignement du Canada afin d'accroître les connaissances du Comité au moyen de séances d'information et d'audiences avec des experts;
- présenter de l'information aux nouveaux membres du Comité sur les priorités et les activités pertinentes en matière de sécurité nationale et de renseignement, et sur les procédures du Comité, en particulier ses obligations en matière de sécurité;
- préparer la transition vers un nouveau Comité après les prochaines élections fédérales;
- obtenir une source de financement permanente et continue pour le Secrétariat et le Comité.

Le Comité a prévu trois examens à inclure dans son prochain rapport annuel et un examen spécial pour 2019-2020. Les trois examens contenus dans le rapport annuel du Comité sont les suivants

- Examen de la menace relative à l'influence et à l'ingérence étrangères et la réaction du gouvernement du Canada à ces activités – cet examen analyse la menace que représente l'ingérence étrangère pour les droits et libertés des Canadiens, de la société et des institutions canadiennes. Il évaluera également la stratégie du gouvernement pour protéger les processus politiques du Canada;
- Examen des activités de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) en matière de sécurité nationale et de renseignement – cet examen constitue le premier examen externe indépendant des activités de l'ASFC en matière de sécurité nationale et de renseignement. Il vise à établir une base de connaissances sur le rôle de l'ASFC dans la communauté de la sécurité et du renseignement, ses pouvoirs de mener des activités de sécurité nationale et de renseignement et les structures de gouvernance et de surveillance existantes entourant ces activités;
- La diversité et l'inclusion dans la communauté de la sécurité et du renseignement – cet examen porte sur le degré de représentation de groupes désignés (femmes, Autochtones, personnes handicapées et membres des minorités visibles) au sein des organisations de la collectivité de la sécurité et du renseignement. Il tient également compte des buts, des initiatives, des programmes et des mesures que les ministères et les organismes ont pris pour aborder la diversité et l'inclusion.

Pour son rapport spécial, le Comité examine la collecte, l'utilisation, la conservation et la diffusion de renseignements sur les citoyens canadiens par le ministère de la Défense nationale et les Forces armées canadiennes (MDN/FAC) dans le cadre des activités de renseignement de défense. Cet examen vise à clarifier les contraintes juridiques et politiques liées à la collecte de renseignements sur les citoyens canadiens dans le cadre des activités de renseignement de défense.

Résultats prévus

Le cadre de résultats ministériel du Secrétariat, ainsi que les résultats et indicateurs connexes, est en cours d'élaboration. Le Secrétariat collaborera avec le Secrétariat du Conseil du Trésor au cours de la prochaine année pour finaliser son cadre de présentation de rapports.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2019-2020	Dépenses prévues 2019-2020	Dépenses prévues 2020-2021	Dépenses prévues 2021-2022
2 147 642	2 147 642	2 188 447	0

Ressources humaines (équivalents temps plein)

Nombre d'ETP prévu 2019-2020	Nombre d'ETP prévu 2020-2021	Nombre d'ETP prévu 2021-2022
9	9	0

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#).ⁱ

Services internes**Description**

Les Services internes comprennent ces groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations. Les Services internes désignent les activités et les ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont les suivants :

- services de gestion et de surveillance;
- services de communications;
- services juridiques;
- services de gestion des ressources humaines;
- services de gestion des finances;
- services de gestion de l'information;
- services de la technologie de l'information;
- services de gestion des biens immobiliers;
- services de gestion du matériel;
- services de gestion de l'approvisionnement.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2019-2020	Dépenses prévues 2019-2020	Dépenses prévues 2020-2021	Dépenses prévues 2021-2022
1 343 086	1 343 086	1 368 604	0

Ressources humaines (équivalents temps plein)

Nombre d'ETP prévu 2019-2020	Nombre d'ETP prévu 2020-2021	Nombre d'ETP prévu 2021-2022
1	1	0

Faits saillants de la planification

Au cours de sa première année d'activité, le Secrétariat a obtenu une installation permanente, sécurisée selon les exigences de l'habilitation Très secret. Il a également comblé tous les postes vacants et n'a prévu aucune mesure de dotation pour 2019-2020.

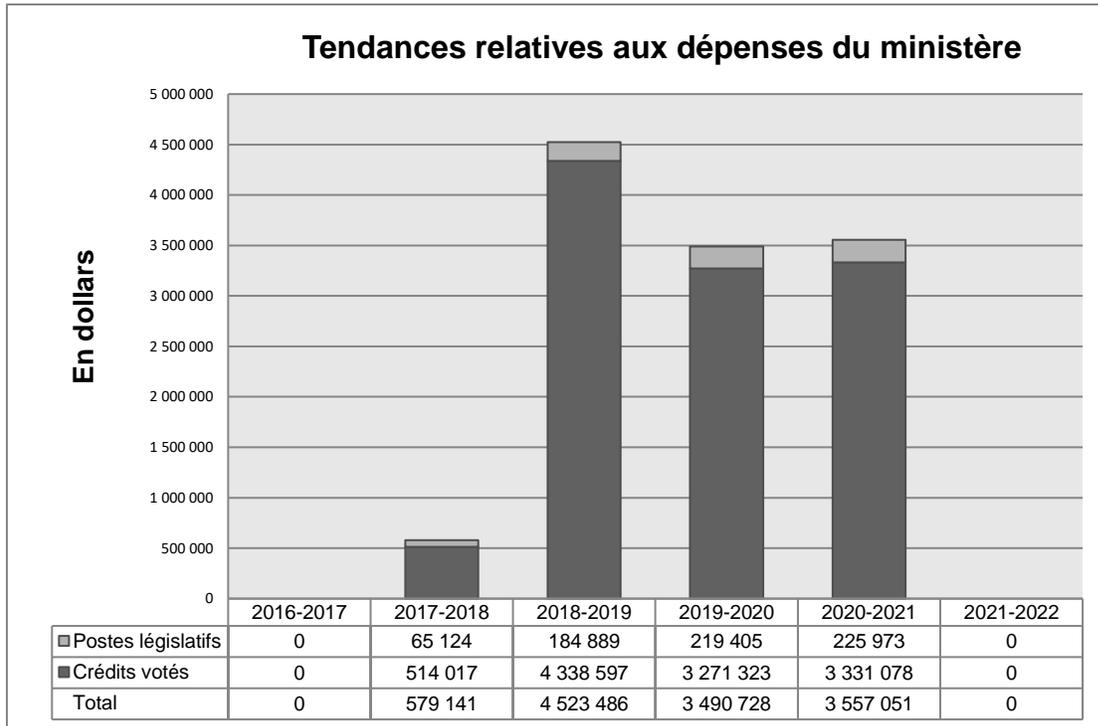
En 2019-2020, le Secrétariat prévoit améliorer un certain nombre de ses protocoles afin de répondre efficacement à ses besoins opérationnels croissants. Alors que le Comité entreprend trois examens de fond et un examen spécial, le Secrétariat prévoit perfectionner son équipement, ses systèmes et ses protocoles de gestion de l'information et de technologie de l'information (GI/TI).

La mise en œuvre efficace des protocoles de sécurité demeure primordiale pour le travail de l'organisation, et le Secrétariat demeure déterminé à faire en sorte que les besoins en matière de technologie de l'information et de sécurité continuent d'être satisfaits, notamment par la formation et des séances d'information régulières, tant pour le personnel du Secrétariat que pour les membres du CPSNR.

Dépenses et ressources humaines

Dépenses prévues

Graphique des tendances relatives aux dépenses du Ministère



Sommaire de la planification budgétaire pour les responsabilités essentielles et les Services internes (en dollars)*

Responsabilités essentielles et Services internes	Dépenses 2016-2017	Dépenses 2017-2018	Prévisions des dépenses 2018-2019	Budget principal des dépenses 2019-2020	Dépenses prévues 2019-2020	Dépenses prévues 2020-2021	Dépenses prévues 2021-2022
Aider le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement à remplir son mandat	0	579 141	4 291 415	2 147 642	2 147 642	2 188 447	0
Sous-total	0	579 141	4 291 415	2 147 642	2 147 642	2 188 447	0
Services internes	0	0	232 071	1 343 086	1 343 086	1 368 604	0
Total	0	579 141	4 523 486	3 490 728	3 490 728	3 557 051	0

Sommaire des dépenses budgétaires brutes prévues pour 2019-2020 (en dollars)

Responsabilités essentielles et Services internes	Dépenses brutes prévues 2019-2020	Dépenses brutes prévues pour les comptes à fins déterminées 2019-2020	Recettes prévues affectées aux dépenses 2019-2020	Dépenses nettes prévues 2019-2020
Aider le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement à remplir son mandat	2 147 642	0	0	2 147 642
Sous-total	2 147 642	0	0	2 147 642
Services internes	1 343 086	0	0	1 343 086
Total	3 490 728	0	0	3 490 728

Ressources humaines prévues

Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les Services internes (équivalents temps plein)

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels 2016-2017	Équivalents temps plein réels 2017-2018	Équivalents temps plein prévus 2018-2019	Équivalents temps plein prévus 2019-2020	Équivalents temps plein prévus 2020-2021	Équivalents temps plein prévus 2021-2022
Aider le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement à remplir son mandat	0	4,1	9	9	9	0
Sous-total	0	4,1	9	9	9	0
Services internes	0	0	1	1	1	0
Total	0	4,1	10	10	10	0

Budget des dépenses par crédit voté

Les renseignements sur les crédits du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement sont contenus dans le [Budget principal des dépenses 2019-2020](#).ⁱⁱ

Bilan sommaire des opérations (prospectif)

Le bilan sommaire des opérations (prospectif) donne un aperçu général des opérations du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement. Les prévisions des renseignements financiers concernant les dépenses et les recettes sont préparées selon la méthode de la comptabilité d'exercice afin de renforcer la responsabilité et d'améliorer la transparence et la gestion financière. Les montants des prévisions des dépenses et des dépenses prévues présentées dans d'autres sections du Plan ministériel sont établis selon la méthode de comptabilité axée sur les dépenses. Par conséquent, il est possible que les montants diffèrent.

Un bilan sommaire des opérations (prospectif) détaillé et des notes afférentes, notamment un rapprochement des coûts de fonctionnement nets et des autorisations demandées, est disponible sur le [site Web du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement](#).

Bilan sommaire des opérations (prospectif)
pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020 (en dollars)

Renseignements financiers	Prévisions des résultats 2018-2019	Résultats prévus 2019-2020	Écart (résultats prévus pour 2019-2020 moins prévisions des résultats pour 2018-2019)
Total des dépenses	4 714 000	3 816 000	-898 000
Recettes totales	-	-	-
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	4 714 000	3 816 000	-898 000

Renseignements complémentaires

Renseignements ministériels

Profil organisationnel

Ministre de tutelle : L'honorable Bardish Chagger, leader du gouvernement à la Chambre des communes

Administratrice générale : Rennie Marcoux

Portefeuille ministériel : Bureau du Conseil privé

Instrument habilitant : [Loi sur le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement](#) ⁱⁱⁱ

Année de constitution ou de création : 2017

Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités

« Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités » est disponible sur le [site Web du Secrétariat des Comité parlementaire sur la sécurité nationale et le renseignement](#) ^{iv}.

Cadre de présentation de rapports

Le Cadre des résultats ministériels et le Répertoire des programmes officiels du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement pour 2019-2020 sont illustrés ci-dessous.

Cadre des résultats ministériels	Responsabilité principale : Aider le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement à remplir son mandat	Services internes
	La responsabilité fondamentale du Secrétariat englobe une variété d'activités pour veiller à ce que le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement ait facilement accès à l'information pertinente ainsi qu'à des conseils stratégiques et d'experts pour mener des examens et produire des rapports ainsi que pour voir à la satisfaction des exigences en matière de sécurité. Les résultats et indicateurs sont en cours d'élaboration.	
Répertoire des programmes	Programme : examens	

Renseignements connexes sur le Répertoire des programmes

Des renseignements à l'appui des dépenses prévues, des ressources humaines et des résultats liés au Répertoire des programmes du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement sont disponibles dans l'[InfoBase du GC](#).^v

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires qui suivent sont disponibles sur le [site Web du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement](#) :

- ▶ [Stratégie ministérielle de développement durable](#)
- ▶ [Analyse comparative entre les sexes plus](#)

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances du Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#).^{vi} Ce rapport fournit également des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, notamment des descriptions, des objectifs, des renseignements historiques et des références aux programmes de dépenses fédéraux correspondants, ainsi que des évaluations, des documents de recherche et des analyses différenciées par sexe. Les mesures fiscales présentées dans ce rapport relèvent du ministre des Finances.

Coordonnées de l'organisation

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement
C. P. 8015, succursale T
Ottawa (Ontario) K1G 5A6

Demandes des renseignements Web : <https://www.canada.ca/fr/secretariat-comite-parlementaires-securite-nationale-renseignement/organisation/contactez-nous.html>

Annexe : définitions

crédit (appropriation)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (budgetary expenditures)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, organisations ou individus; et paiements à des sociétés d'État.

responsabilité essentielle (Core Responsibility)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

plan ministériel (Departmental Plan)

Rapport sur les plans et le rendement attendu des ministères appropriés au cours d'une période de trois ans. Les plans ministériels sont présentés au Parlement chaque printemps.

résultat ministériel (Departmental Result)

Changements sur lesquels les ministères veulent exercer une influence. Les résultats ministériels sont souvent indépendants de la volonté des ministères, mais ils doivent être influencés par les résultats obtenus au niveau des programmes.

indicateur de résultat ministériel (Departmental Result Indicator)

Facteur ou variable qui présente une façon valide et fiable de mesurer ou de décrire les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

cadre ministériel des résultats (Departmental Results Framework)

Comprend les responsabilités essentielles, les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel.

rapport sur les résultats ministériels (Departmental Results Report)

Rapport sur les réalisations réelles par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le Plan ministériel correspondant.

évaluation (evaluation)

Au sein du gouvernement du Canada, collecte et analyse systématiques et neutres de données probantes en vue d'en évaluer le bien-fondé, le mérite ou la valeur. L'évaluation guide la prise de décisions, les améliorations, l'innovation et la reddition de comptes. Elle porte habituellement sur les programmes, les politiques et les priorités et examine des questions se rapportant à la

pertinence, à l'efficacité et à l'efficience. En fonction des besoins des utilisateurs, mais les évaluations peuvent également porter sur d'autres unités, thèmes et questions, y compris des solutions de rechange aux interventions existantes. L'évaluation utilise généralement des méthodes de recherche des sciences sociales.

expérimentation (experimentation)

Activités visant à étudier, mettre à l'essai et comparer les effets et les répercussions de politiques, d'interventions et d'approches pour savoir ce qui fonctionne et ne fonctionne pas, et à étayer la prise de décisions sur des éléments probants.

équivalent temps plein (full-time equivalent)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Les équivalents temps plein sont calculés par un rapport entre les heures de travail assignées et les heures de travail prévues. Les heures normales de travail sont établies dans les conventions collectives.

analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) (gender-based analysis plus [GBA+])

Outil analytique employé pour aider à évaluer les incidences potentielles des politiques, des programmes et des services sur divers groupes de femmes, d'hommes et de personnes de diverses identités de genre. Le « plus » dans ACS+ met en relief le fait que l'analyse ne se limite pas au sexe ou au genre. Comme l'identité individuelle est déterminée par une multitude de facteurs, ACS+ prend en considération beaucoup d'autres facteurs en plus du sexe : la race, l'origine ethnique, la religion, l'âge ou le fait de vivre avec une déficience de nature physique ou intellectuelle.

priorités pangouvernementales (government-wide priorities)

Aux fins du Plan ministériel 2019-2020, les priorités pangouvernementales sont des thèmes de haut niveau qui présentent le programme du gouvernement issu du discours du Trône de 2015, notamment : la croissance de la classe moyenne, un gouvernement ouvert et transparent, un environnement sain et une économie forte, la diversité en tant que force du Canada, ainsi que la sécurité et les possibilités.

initiative horizontale (horizontal initiative)

Une initiative où deux ministères ou plus obtiennent des fonds pour la quête d'un résultat commun, souvent en lien avec une priorité gouvernementale.

dépenses non budgétaires (non-budgetary expenditures)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

rendement (performance)

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'atteindre ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait atteindre, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

indicateur de rendement (performance indicator)

Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

profil de l'information sur le rendement (Performance Information Profile)

Document qui présente l'information sur le rendement de chaque programme à partir du Répertoire des programmes.

production de rapports sur le rendement (performance reporting)

Processus de communication d'information sur le rendement fondée sur des éléments probants. La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

plan (plan)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

dépenses prévues (planned spending)

En ce qui a trait aux Plans ministériels et aux Rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son Plan ministériel et son Rapport sur les résultats ministériels.

priorité (priority)

Plan ou projet qu'une organisation a choisi de cibler et dont elle rendra compte au cours de la période de planification. Il s'agit de ce qui importe le plus ou qui doit être fait en premier pour appuyer la réalisation du ou des résultats ministériels souhaités.

programme (Program)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein du ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de services.

répertoire des programmes (Program Inventory)

Compilation de l'ensemble des programmes du Ministère et description de la manière dont les ressources sont organisées pour contribuer aux responsabilités essentielles et aux résultats d'un ministère.

résultat (result)

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

dépenses législatives (statutory expenditures)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles ces dépenses peuvent être effectuées.

programme temporisé (sunset program)

Programme ayant une durée fixe et dont le financement et l'autorisation politique ne sont pas permanents. Lorsque le programme arrive à échéance, on doit décider de le poursuivre ou non. Dans le cas d'un renouvellement, la décision précise la portée, le niveau de financement et la durée.

cible (target)

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

dépenses votées (voted expenditures)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

Notes en fin d'ouvrage

- i. InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- ii. Budget principal des dépenses 2018-2019, <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/depenses-prevues/plan-depenses-budget-principal.html>
- iii. Loi sur le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/N-16.6/page-1.html>
- iv. Site Web du Secrétariat du site Web du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement, <https://www.canada.ca/fr/secretariat-comite-parlementaires-securite-nationale-renseignement/organisation/transparence/plan-ministeriel/2018-2019/raison-detre-mandat-role.html>
- v. InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- vi. Rapport sur les dépenses fiscales fédérales : <http://www.fin.gc.ca/purl/taxexp-fra.asp>